



## 9<sup>èmes</sup> Rencontres de Cybèle

### « Que peut-on attendre de l'Union Européenne en Méditerranée ? »

*Marseille, 29 septembre 2018*

\*\*\*\*\*

#### « Sécurité et migrations vulnérables en Méditerranée occidentale »

Je tiens à exprimer ma joie d'être parmi vous et remercier l'amiral Coustillière, l'association Euromed-IHEDN, et tous ses collaborateurs de m'avoir convié à cette manifestation.

J'aimerais vous inviter à une réflexion commune sur le phénomène des migrations que l'on appelle vulnérables et à creuser cette réflexion au-delà du discours sécuritaire. Puisque nous sommes dans l'organisation des présentes Rencontres au moment du diagnostic, du constat, faisons celui des récits qui se développent autour de ce phénomène et des perceptions qui se nourrissent à la fois de ces récits et de ces réalités. Je vous épargnerai, malgré ma qualité de juriste, de vous entraîner dans les dédales des mécanismes institutionnels et politiques, pour être beaucoup plus près de la question migratoire elle-même.

Un premier constat s'impose, celui de la politisation du discours autour des phénomènes et mouvements migratoires. Notons d'emblée une sorte de paradoxe, puisque selon les estimations, le flux des migrations irrégulières représente de l'ordre de 5 % du flux du régulier, c'est-à-dire en nombre de franchissements des frontières – un chiffre qu'il me semble important de retenir. Les diverses formes de politisation du discours migratoire engendrent une prolifération du discours sécuritaire, entraînant, par là-même, les crispations institutionnelles que l'on a constaté ces dernières années aussi bien en Europe qu'en dehors de la zone euro-méditerranéenne, puisque le phénomène des migrations irrégulières et des personnes qui s'y trouvent en situations de vulnérabilité n'est pas exclusif à la Méditerranée : il suffit de regarder du côté des relations américano-mexicaines, notamment sur la frontière entre les deux pays, pour s'en apercevoir, ou en Asie également. Toutefois, il nous revient ici de nous concentrer effectivement sur l'espace méditerranéen. Une conséquence de cette politisation est la stigmatisation des migrations dans les pays d'accueil et la réticence à en parler dans les pays que l'on qualifie « d'origine » ; le sujet reste largement à éviter, voire quasiment tabou.

Le deuxième constat est que la migration est perçue comme une menace, non seulement à la sécurité des pays mais aussi à l'ordre établi ; ordre qui n'est pas seulement entendu dans le sens de l'ordre institutionnel – l'État et la sécurité nationale –, mais aussi l'ordre social et l'identité nationale. Ce sont les valeurs sociétales, les valeurs de la République, nos identités elles-mêmes qui seraient remises en

cause, que l'on considère – à tort ou à raison et je n'émettrai pas de jugement personnel sur ce point – que l'on jugerait comme remises en cause par tous ces flux qui transitent de part et d'autre de la Méditerranée. Cela conduit nécessairement, en cette période de fébrilité sécuritaire que traversent malheureusement les pays de la région et dont la durée risque de s'étaler, à emprunter des raccourcis sécuritaires faciles à porter car il en va de la survie et de la légitimité des régimes en place d'apporter des réponses opérationnelles et en tout cas immédiates à des menaces persistantes à l'ordre établi.

Ces raccourcis s'expriment au détriment d'un langage qui, tout en soutenant l'approche holistique à des problèmes de sécurité humaine, en tant solution idoine au phénomène migratoire et aux menaces sécuritaires, n'en résonnent pas moins de manière creuse dans les esprits et opinions des populations concernées ; la rhétorique l'approche holistique, appelant à intégrer les dimensions sociale, économique, culturelle, etc. dans les politiques et stratégies migratoires. Or, il est clair que la démarche n'est guère convaincante, car elle se limite à énumérer les dimensions du problème, alors que les personnes en situation de détresse en mer, leurs familles, parents, ou leurs pays d'origine sont confrontés à des problèmes quotidiens et attendent des réponses d'urgence.

Ce constat nous met en présence de deux sociétés parallèles : d'un côté, les sociétés qui vivent dans la régularité et qui cherchent la paix et la sécurité et, de l'autre, les sociétés qui sont à l'origine des migrations qui vivent dans une instabilité économique, sociale, politique et sécuritaire quasi-perpétuelle et seraient la cause de tous les maux du monde. Inévitablement cette représentation binaire en deux pôles opposés nourrit toutes les appréhensions, stigmatisations, et surtout les discours véhéments ou les récits d'empathie autour des migrations. Nous sommes face à des réalités différentes qui vont nécessairement produire des priorités en termes de politiques publiques tout-à-fait concurrentes, voire antagonistes.

Au-delà de ces constats, il convient de ne pas négliger le contexte, et c'est là mon troisième point. À cet égard, il y a des facteurs qui poussent vers le départ des pays « d'origine » - mon propos sur ce point va se centrer sur la région de l'Afrique du Nord et notamment les pays du Maghreb. Il s'agit en premier lieu du chômage. Il y a un taux de chômage en Tunisie de l'ordre de 17 %, dont 46 % sont des jeunes, parmi lesquels une majorité de diplômés de l'enseignement supérieur. Ce constat est presque commun aux pays de la région. Que ce soit le Maroc, l'Égypte, l'Algérie, ou la Tunisie, ce sont là les constats d'échecs des politiques successives de l'éducation nationale dans pays là depuis l'indépendance. Celles-ci ont été placées au cœur de l'édification de l'Etat moderne et un pilier de l'État-Nation, sont devenues des « zones refuge » face à l'échec de l'Etat postindépendance à réaliser le progrès économique et social.

Mais il ne faut pas oublier, qu'outre le chômage et la situation politique, les conditions environnementales précaires sont de nature à déstabiliser les équilibres sociodémographiques déjà fragiles dans la région. Les vagues à venir de déplacements des populations auront pour cause la raréfaction des ressources naturelles. Avec le réchauffement climatique planétaire, les problèmes liés à l'environnement vont créer des vagues de migrations vers les pays où les conditions climatiques sont beaucoup plus favorables à une vie humaine sans stress et offrant un climat de vie moins hostile que les contrées désertiques ou asséchées. Il n'y a donc pas que le politique, l'économique, le culturel ou le social qui poussent les gens à partir, mais aussi l'environnement qui reste un facteur et une cause de déplacement, d'exode à ne pas sous-estimer ; il s'agirait, à terme, d'un élément de conflictualité dans les rapports Nord-Sud.

De l'autre côté, dans les pays d'accueil, le phénomène migratoire est perçu différemment et les médias notamment ont joué un rôle dans le développement de récits narratifs des phénomènes migratoires qui ont poussé à l'exaspération et la stigmatisation, à travers le langage, l'image et le message. Rappelez-vous la photo d'Alan, l'enfant kurde échoué sur une plage, de l'émotion suscitée par ce drame : elle avait

fait le tour du monde, mais le drame avait changé en un seul clic l'attitude des pays, les opinions publiques européennes et bien au-delà dans le monde entier. Tout juste avant la diffusion de l'image du drame, le traitement par les médias de cas presque similaires et quotidiens de drames en mer méditerranée n'avait pas affiché un pareil élan humanitaire, bien au contraire les discours portés par les principaux médias étaient très antagonistes à l'égard des migrants, certes irréguliers d'un point de vue légal, mais en danger tout de même : ils étaient présentés à leurs lecteurs comme étant les réfugiés, terroristes, vecteurs de pandémies. Après le drame, la plupart de ces médias ont changé de point de vue – le Daily Mirror par exemple après cette tragédie a été invité, pour ne pas dire reçu des « instructions » par le gouvernement britannique de changer de ligne éditoriale et de langage. Cela me rappelle Georges Orwell qui, dans *La ferme des animaux*, écrivait que « Tous les animaux sont égaux, mais certains animaux sont plus égaux que les autres ». Nous sommes aujourd'hui en quelque sorte dans la réalité de cette fiction qu'Orwell avait antérieurement imaginée.

Ainsi donc le réflexe sécuritaire est toujours présent, il est même dominant par certains égards, mais semble tout de même ne pas vouloir entendre les vraies causes de la *vulnérabilité* des migrants. Car il n'y a pas de vulnérabilité en soi, il y a seulement des moments de vulnérabilité que créent les contextes sociaux, économiques, politiques ou environnementaux, ou même les traversées sans espoir. Et les récits véhiculés par un nombre de discours politiques ou d'opinions, repris par les médias, et toute la rhétorique autour du migrant échoué, marginal et porteur de dangers, résulte d'une certaine perception étriquée du phénomène et d'un déni de compréhension des vraies causes et de leurs sources : c'est à la base un problème de mauvaises perceptions que nourrissent et attisent les peurs de l'autre et les incertitudes du monde dans le quel nous vivons actuellement. Tout cela provoque ce que j'appelle une série de défauts de convergence.

Défauts de convergence et crispations : d'abord le déni. On nie le problème jusqu'au jour où l'on se trouve confronté à la situation d'urgence, à des flux migratoires, à des vagues de réfugiés, à des tragédies en mer – ne qualifie-t-on pas désormais la Méditerranée de « plus grande tombe maritime » ? – et les politiques publiques ne semblent pas à même d'anticiper, d'avoir une approche de prévention et de prendre la mesure de la profondeur du problème.

Après le déni, les divergences de réponses qui sont tout-à-fait opposées au Nord et au Sud de la Méditerranée. Mais aussi l'ignorance, créatrice de divergence pouvant conduire à des ruptures.

Nous sommes donc face à de fausses perceptions engendrant des discours simplistes sur un phénomène complexe, sur les tragédies en mer, sur des questions d'aucuns humanitaires. Nous avons constaté récemment le cas de ces bateaux de migrants qui demandent à accoster dans un port pour des raisons humanitaires, mais à qui on a refusé de le faire par certaines villes et États européens ; le pays du sud ne voulant pas non plus en entendre parler, mais cette fois-ci pour ne pas céder aux pressions européennes sur l'accueil des migrants en situation irrégulière, rapatriés, ceux sauvés en mer ou seulement en transit. J'ai encore cette image du Ministre de l'Intérieur italien qui s'est récemment rendu en visite officielle à Tunis, pensait-il en conquérant – mais qu'avait-t-il dit, qu'avait-il pu obtenir du gouvernement tunisien sur le retour de départs massifs vers les côtes italiennes depuis le début de 2018. C'était visiblement un problème de souveraineté et de messages par médiums interposés, puisqu'aux yeux de l'opinion publique locale (tunisienne) il fallait marquer sa détermination, ne point céder. Une véritable mise en scène s'en est mêlée, puisque pour la conférence de presse conjointe avec son homologue tunisien, le ministre italien avait l'on a placé derrière les deux responsables cette fresque d'Hannibal marchant sur Rome...Vous voyez donc dans quel contexte traite-on des problèmes extrêmement sérieux et graves qui pèsent sur des relations entre peuples très proches et voisins.

Quatrième point, il faut comprendre les facteurs de vulnérabilité dans certains pays et mieux en identifier les risques. A ce propos, je dirai que les migrants n'évoluent pas seulement dans un environnement vulnérable, ils sont eux-mêmes vulnérables en raison des contraintes politiques et de l'opinion publique à leur sujet – les questions de perception comme les réponses politiques. Par ailleurs, le cadre juridique et institutionnel lui-même ne définit pas ce qu'est une personne en situation de vulnérabilité : même si l'on est en train d'avancer sur le Pacte mondial sur la migration, il manque une catégorisation qui soit à même d'offrir les protections nécessaires (et pas seulement de base) à ces personnes sans se cantonner à des réponses sécuritaires et opérationnelles.

Et puis le danger également de définition de catégories qui vont-elles-mêmes servir à créer ces ruptures et à nourrir les mauvaises perceptions et les mauvaises solutions, notamment les catégories « migrations régulières / migrations irrégulières » et nous plonger dans le marasme actuel.

Avant-dernier point à prendre en compte dans le contexte du sujet : c'est la réalité du changement et de l'adaptation des routes migratoires. En réponse à une pression accrue sur les frontières extérieures, nous voyons que les routes des migrations s'adaptent en fonction des données, de la présence et de la gouvernance opérationnelle, de la sécurité maritime et de la coopération entre les pays du Nord et les pays du Sud. On croit que les programmes de renforcement des capacités opérationnelles des pays du Sud vont améliorer leurs capacités à surveiller et à mieux gérer les flux migratoires, mais les trafiquants savent s'adapter, par exemple, la route centrale de l'Algérie vers la Libye reprend de plus belle alors qu'il s'agit de distances longues et périlleuses.

Du côté de l'Union Européenne, la réponse apportée est donc celle d'une extériorisation de l'agenda migratoire et de sa gestion opérationnelle, avec ses centres de tri, Frontex, et tous ces mécanismes institutionnels et opérationnels qui essaient de contenir le phénomène migratoire à la source, tout en créant des zones tampons pour que les remparts se placent en amont plutôt qu'en aval. En raison de cette politique européenne que je qualifierai de « titrisation » de la sécurisation, de nombreux pays africains adoptent une position qui est « Puisque vous, européens, avez désormais cette posture de vouloir vous protéger, de notre côté, nous ouvrons les vannes et laissons partir les bateaux, les embarcations, les gens, et c'est maintenant votre problème de gérer ces flux d'arrivées, tant sur les plans politique que social, économique, opérationnel », sachant que ces gens n'ont nulle part où aller compte tenu du contexte.

Deux observations finales pour conclure brièvement. Si l'on analyse les réponses et les discours centrés sur la sécurité, on constate qu'ils ne font que pousser vers l'insularité, l'isolement et le sectarisme et paralysent les solutions qui devraient prendre en considération la condition et les aspirations des êtres humains d'un côté comme de l'autre : ce sont, à mon sens mais sur la base d'analyse objectives, des approches totalement contre-productives. Enfin – et c'est un clin d'œil vers le deuxième panel plus spécifiquement en charge des recommandations – il va falloir *en parler* et en discuter de manière pas seulement franche ! Il est clair que ce sont des sujets qui fâchent et il faut avoir conscience que nous allons avoir des conversations inconfortables mais néanmoins nécessaires.

Je vous remercie.

**Intervention de M. Haykel Ben Mahfoudh**, professeur, juriste spécialisé sécurité, Professeur à la Faculté des sciences juridiques, politiques et sociales de Tunis,